

Second tour des élections présidentielles : entre un choix impossible et un choix impensable



Après la soirée électorale et les résultats du 1^{er} tour des élections présidentielles, nous nous réveillons toutes et tous avec la gueule de bois. Une fois de plus, le FN est au second tour, les partis traditionnels se trouvant laminés du fait de leurs bilans. « L'alternative » à cette extrême droite que nous exécutons, se trouve être un candidat proposant de perpétuer et d'aggraver les politiques libérales menées depuis 30 ans. Ces politiques qui font légitimement éclater l'exaspération sociale, produisent, aussi, inexorablement, la montée du FN, par leur bilan social désastreux.

Toujours plus de chômage, toujours plus d'exclusion, toujours plus de précarité, toujours plus de remise en cause des solidarités, toujours plus d'inégalités, notamment entre les femmes et les hommes, toujours plus d'injustices sociales, et dans le même temps, toujours plus de bénéficiaires pour les entreprises du CAC 40 dans le pays européen qui concentre le plus de millionnaires.

Les victimes de l'ordre dominant, chômeurs, précaires, habitants de périphéries urbaines ou de zones rurales abandonnées par les services publics, habitants de zones en déshérence industrielle, expriment leur désarroi, leur peur, leur colère, leur rejet de la mondialisation libérale... par un vote pour l'extrême droite. Elles se trompent de colère, elles se trompent d'adversaires.

La candidate de l'extrême droite est l'ennemie de la Liberté, de l'Egalité, de la Fraternité, de la Justice sociale

Le PEN et le FN, c'est le fascisme nationaliste, **ennemis des Libertés**, individuelles et collectives, héritiers de Vichy, de l'OAS et prônant l'Etat policier, au service des intérêts du capitalisme français.

Un travailleur bâillonné est un travailleur docile.

L'inégalité c'est le fondement historique du FN. Le Pen prône la préférence nationale institutionnalisant un traitement inégal, reléguant l'immigré ou le français d'origine immigrée en seconde zone, voire l'exclue manu-militari, elle va aussi jusqu'à trier le bon et le mauvais français. Le Pen remet en cause le droit à l'avortement et le droit des femmes à disposer de leurs corps. Elle cantonne les Femmes à un rôle exclusivement maternel, les renvoyant à leur foyer, au service de La Famille. S'attaquant à la Fraternité qui nous rassemble quotidiennement dans nos collectivités territoriales, Le Pen est ségrégationniste, raciste, sexiste. Elle oppose les gens entre eux, rendant notamment les immigrés responsables de tous les maux des français, et les Femmes responsables des difficultés de notre jeunesse.

Des travailleuses et travailleurs divisé-e-s sont des travailleuses et travailleurs fragilisés-e-s.

Ses tentatives d'appropriation d'une partie du discours du monde ouvrier ne masquent pas la nature de son projet. En nous enfermant dans les frontières nationales, elle veut nous livrer pieds et poings liés au patronat français. Comme si celui-ci était plus favorable à nos droits, à nos acquis, que les patrons étrangers.

Des travailleurs enfermés dans les frontières nationales sont des travailleurs affaiblis.

PAS UNE SEULE VOIX NE DOIT ALLER AU FRONT NATIONAL

L'alternative Macron, le « remède » qui aggravera nos souffrances

Macron c'est la dictature de la finance. Il prône la liberté d'une minorité de privilégiés par l'asservissement de tous les autres !

Attaquant l'égalité de traitement entre salariés, il alimente un système économique et social qui génère l'exclusion et la pauvreté, nourrissant l'extrême droite. En survalorisant la « réussite » et le « mérite », il justifie toujours plus d'accumulation de richesses dans les mains d'une minorité.

Macron défend la mise en concurrence de tous contre tous dans une économie sauvage dépourvue de protection sociale. Il veut aggraver la loi El Khomri qui détricote déjà considérablement le Code du Travail en procédant, très anti démocratiquement, par ordonnances (pire que le 49-3) pour neutraliser toute résistance sociale.

Il s'attaque à la protection sociale, par la baisse des cotisations sociales, et à la retraite, par la suppression du système de répartition qui organise la solidarité entre les générations. Il veut renforcer la remise en cause du service public, par la suppression de plus de 120.000 postes de fonctionnaires et une baisse supplémentaire d'au moins 10 Milliards d'euros des dotations de l'Etat en direction des collectivités locales.

.../...

.../...

Le positionnement sur le second tour ne doit pas nous diviser

Nous sommes nombreuses et nombreux à refuser l'alternative face à laquelle nous nous trouvons. Nous ne voterons donc pas. Et ce, malgré les injonctions moralisatrices des tenants de l'ordre dominant. Ces hommes et femmes politiques qui gouvernent depuis 30 ans et qui sont responsables de la situation. Ces médias à la solde des intérêts de grands groupes industriels.

Nous sommes aussi nombreuses et nombreux à penser que le pire est peut-être à notre porte. Nous voterons donc pour Macron. Sans renoncer à nos convictions, avec la volonté de le combattre.

Malgré cette différence d'appréciation, nos revendications restent entières. **Nous étions, nous sommes et nous serons dans la lutte aux côtés des travailleuses et travailleurs quel que soit le gouvernement. C'est la valeur de notre indépendance par rapport aux partis politiques et aux pouvoirs.**

Nous voulons construire une société plus juste, égalitaire, débarrassée des oppressions et des discriminations et respectueuse de la planète.

Quand nous luttons pour l'égalité des droits et au côté des sans-papiers et demandeur-ses d'asile, contre l'injustice, pour la sécurité et la santé au travail, pour une amélioration concrète de nos droits et une meilleure répartition des richesses, **nous luttons réellement contre la montée du fascisme et l'instrumentalisation de la misère sociale. Et c'est cela que nous allons continuer.**

**Ne mettons pas notre libre arbitre au tiroir.
Voter pour le moins pire, c'est aussi voter pour le pire !**

Quel que soit le choix de chacun d'entre nous et le résultat final, nous devons à la fois trouver l'énergie et nous organiser pour combattre le futur qu'ils vont nous réserver.

Nous appelons l'ensemble des agents publics à renforcer les mobilisations du 1^{er} mai. Nous y exprimerons notre projet de société transformée, débarrassée du capitalisme, débarrassée des inégalités, s'appuyant sur des services publics au service de toutes et de tous.

Dès le lendemain, il nous faudra construire l'outil syndical qui permettra, dans nos collectivités, d'empêcher la destruction de nos services publics, de nos emplois, de nos statuts, de nos protections sociales et de résister aux politiques que veulent nous imposer les candidats qualifiés au second tour.

Paris, le 28 avril 2017